

14 septembre 1759 : mort de Montcalm (Québec - actuel Canada).

Louis-Joseph de Saint-Véran, marquis de Montcalm, né le 28 février 1712 à Candiac, dans le Gard (Royaume de France) et mort le 14 septembre 1759 à Québec (Canada, Nouvelle-France) est un gentilhomme et un militaire français. Fils de Louis-Daniel de Montcalm et de Marie-Thérèse-Charlotte de Lauris de Castellane, il épouse Angélique Louise Talon de Boulay avec laquelle il aura 10 enfants.

Lieutenant-général et commandant en chef des forces armées françaises en Nouvelle-France, il est mieux connu pour ses campagnes à la défense du Canada entre 1756 et 1759. Sa mort, conjugée à celle de son rival James Wolfe, lors de la bataille des Plaines d'Abraham, en a fait un symbole de la Conquête au Canada et des grandes défaites de la France.



La famille ne tirant que peu de revenus de leurs terres, il suit rapidement les traces de son père, lieutenant-colonel au régiment de Hainault, et y est reçu enseigne dès l'âge de 9 ans. Passionné par la carrière des armes et soucieux de faire honneur à son nom, il s'avère être militaire dans l'âme. Il est

promu capitaine à 17 ans et combat lors de la Guerre de Succession de Pologne (1733-1738), où il prend part à plusieurs sièges dont ceux de Kelh et de Philippsbourg. Son expérience acquise sur le terrain lui sera utile lors de ses campagnes en Nouvelle-France.

Montcalm prend part par la suite à la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) comme aide de camp du marquis Philippe-Charles de la Fare, lieutenant-général. Cet habile tacticien est employé aux points les plus difficiles des campagnes du maréchal de Belle-Isle et sera essentiel à la prise de Prague en 1741, à sa défense et son évacuation en 1742. Il commande l'arrière-garde qui couvre le retrait de l'armée française, mission parmi les plus délicates à exécuter pour toute armée. Montcalm est blessé lors de ces opérations, mais continue à combattre au milieu de ses hommes. Remis, il achète le grade de colonel du régiment d'Auxerrois en 1743, et en prend le commandement sur le front d'Italie. Après quelques engagements mineurs où son régiment fait belle figure, il participe à la désastreuse bataille de Plaisance (1746). Les forces franco-espagnoles y sont écrasées par l'armée autrichienne du général Browne. Dans la défaite, Montcalm se crée une réputation en ralliant par deux fois son régiment en retraite et en subissant 5 blessures au corps à corps. Les traces de ces coups de sabre seront d'ailleurs relevées sur son squelette au XIX^e siècle. Il écrira « *Heureusement aucun de ces coups de sabre n'est dangereux, quoique j'aie perdu mon sang en abondance, ayant eu une artère coupée. Mon régiment, que j'avais rallié deux fois, est anéanti.* ». Aux mains de l'ennemi, il est libéré lors d'un échange de prisonniers et promu brigadier, signe que sa bravoure lors de la déroute de Plaisance n'était pas passée inaperçue et que ses soutiens familiaux, surtout ceux de sa femme, étaient bien vus de la Cour. Il est de nouveau envoyé en Italie où il participe à la bataille de l'Assiette aux côtés de plusieurs des régiments qui combattront sous ses ordres plus tard en Nouvelle France. Cet assaut sur des positions fortifiées débouche sur une sanglante défaite pour les armées françaises, pourtant bien supérieures en nombre. Le marquis reçoit une balle en plein front qui le met hors de combat pour le reste du conflit. À la paix, les vestiges de son régiment sont fusionnés avec d'autres unités, lui faisant perdre son commandement. Marque de la confiance de la Cour, on lui confie toutefois la création d'un nouveau régiment de cavalerie à son nom en 1749.

Alors que la guerre de Sept Ans apparaît imminente à la cour de Versailles, les combats ont commencé en 1754 en Amérique du Nord. Si la France remporte encore quelques beaux succès, notamment à Fort Necessity avec la capture de George Washington ou à la Monongahela avec la mort du général Braddock et la destruction de son armée, il apparaît clairement que la guerre change de nature en Amérique. Britanniques et Français envoient en effet des milliers de soldats réguliers, équipés comme pour une guerre européenne, pour renforcer leurs forces coloniales. Là où les batailles se jouaient entre quelques dizaines, voire parfois quelques centaines de combattants, ce sont des régiments entiers qui débarquent à Québec, Louisbourg, Halifax ou Boston pour poursuivre en Amérique les guerres de leurs monarques en Europe. La capture du Baron de Dieskau, commandant en chef en Nouvelle-France, lors de la défaite du lac Georges coïncide avec une augmentation marquée du nombre de soldats réguliers envoyés dans la colonie. Il faut donc remplacer Dieskau par un militaire professionnel et fiable, capable de s'adapter à la petite guerre dans les colonies et de défendre les nombreux forts qui composent la Nouvelle-France. Montcalm, promu maréchal de camp, est choisi malgré ses quelques réticences. Il écrira : « *Je crus devoir accepter une commission aussi honorable que délicate qui assurait la fortune de mon fils, objet intéressant pour un père,*

commission que je n'avais ni désirée ni demandée ». Il prend également le soin de négocier une rente de veuve pour son épouse, si les choses devaient mal tourner.

Le choix de Montcalm s'avère bon. Il connaît bien la petite guerre pour avoir affronté en Bohême et au Piémont des adversaires la pratiquant. De plus, il est expérimenté dans la guerre de siège et les aspects logistiques des campagnes militaires. Durant tout le conflit, Montcalm se montre un habile organisateur et un fin tacticien, économe du sang de ses hommes et audacieux dans la conduite des opérations. Il quitte Brest sur la frégate la *Licorne* en 1756, à la tête des renforts envoyés par Louis XV au Canada. Il est entouré d'officiers professionnels et d'ingénieurs, notamment le François Gaston de Lévis, le colonel François Charles de Boulamaque et un aide de camp promis à un grand avenir, Louis-Antoine de Bougainville.

À peine débarqué, Montcalm se retrouve en conflit avec le gouverneur général Vaudreuil sur la stratégie à employer⁶. Montcalm voudrait conserver le cœur de la colonie le temps que la France remporte la guerre en Europe. Vaudreuil veut au contraire garder la guerre le plus loin possible du territoire canadien et préconise l'offensive par une intensification de la petite guerre sur les frontières des colonies britanniques. Vaudreuil l'emportant hiérarchiquement, Montcalm doit lancer dès la fin de l'été 1756 les opérations selon les vœux de Vaudreuil. Il remporte une grande victoire à Fort Chouagen (Fort Oswego pour les Britanniques) sur la rive méridionale du lac Ontario le 14 août 1756, détruisant la place forte et faisant plus de 1 700 prisonniers tout en ne perdant qu'une trentaine d'hommes. Cette victoire pousse les Iroquois à conserver une certaine neutralité tout en coupant aux Britanniques l'accès au lac Ontario et à une des voies d'invasion possible du Canada. La campagne de 1757 le voit couper une autre voie d'invasion lorsqu'il surprend la garnison de 2 500 hommes du Fort William Henry et la force à la reddition grâce à l'emploi de son artillerie de siège. La destruction de la base logistique britannique sur le lac Champlain est ternie par le « *massacre de Fort William Henry* ». Ne se sentant pas tenus par la promesse des Français de respecter les honneurs de la guerre, les alliés autochtones présents s'en prennent à de petits groupes anglo-américains isolés après la reddition. Contrairement à la légende, Montcalm intervient rapidement pour faire cesser les violences et fera escorter les prisonniers vers les lignes britanniques par ses soldats. Révolté par la violence et la cruauté des combats en Amérique du Nord, il tentera à plusieurs reprises de les modérer.

L'année 1758 est marquée par un effort militaire intense de la Grande-Bretagne, qui envoie près de 10 000 soldats réguliers en renfort en Amérique. Décidé à venger William-Henry, le général britannique Abercrombie mène 16 000 hommes vers le fort Carillon puis Montréal tandis que Jeffery Amherst et James Wolfe mènent le siège de Louisbourg. Mal renseigné en l'absence de ses alliés autochtones, envoyés en mission sur d'autres fronts par Vaudreuil, Montcalm n'a avec lui que 3 600 soldats. Fortifiant ses positions à la manière des Sardes lors de la bataille du col de l'Assiette, il parsème le champ de bataille d'abattis et de barricades, afin de désorganiser les régiments ennemis et de les exposer le plus longtemps possible au feu de ses hommes retranchés en hauteur. C'est un carnage. Après plusieurs heures de combat, les Britanniques se retirent, certains régiments ayant perdu la moitié de leurs hommes. Montcalm, en bras de chemise, aura été en première ligne tout au long de l'affrontement, motivant ses hommes et combattant à leurs côtés. Une bannière religieuse présente sur le champ de bataille auprès des miliciens canadiens ce jour-là serait à l'origine du drapeau actuel

du Québec

La victoire surprenante de Carillon accroît singulièrement le crédit de Montcalm à la Cour de Versailles. Il est promu lieutenant-général à la suite de cette campagne. Face à une situation d'infériorité numérique écrasante et une situation logistique préoccupante, sur proposition de Montcalm, Vaudreuil décide d'abandonner les positions françaises et de se replier vers la vallée du Saint-Laurent et de s'y fortifier, comme dans une redoute, le temps que la guerre finisse. La chute de Louisbourg en 1758 laissant à penser que Québec est la prochaine cible de l'ennemi, il y concentre son armée au début de l'été, tandis que les miliciens affluent. On en comptera bientôt près de 10 000 en armes, ce qui en fait l'une des plus grandes mobilisations d'une population civile en cas de guerre. Incertain de la valeur de son armée, affaiblie par les privations et le manque de renfort, il soutient le siège de Québec durant tout l'été 1759, repoussant plusieurs fois les débarquements des hommes de James Wolfe. La campagne, habilement menée, épuise l'armée britannique, qui a commencé à bombarder la ville sans relâche depuis juillet. Une tentative plus importante que les autres de débarquement par les Britanniques débouche sur une bataille générale, à Montmorency, remportée par les Français. La fin de la campagne de 1759 approchant, Wolfe se résout à jouer le tout pour le tout en débarquant à l'Anse-au-Foulon le 13 septembre.

Aussitôt prévenu de la réussite du débarquement anglais, Montcalm rassemble les forces qu'il a directement sous la main afin d'intervenir avant que Wolfe ne puisse fortifier sa position sur les hauteurs de Québec. Il craint en effet qu'une fois retranchés, les Britanniques ne bloquent ses lignes de ravitaillement vers Montréal et ne puissent être délogés. Dans une décision encore controversée aujourd'hui, il décide de passer à l'attaque sans attendre d'avoir concentré ses forces, dont l'élite comme Bougainville n'était pas présente avec lui. L'assaut est repoussé avec de lourdes pertes et provoque le retrait de l'armée française. Tandis que les miliciens canadiens et les Autochtones couvrent la retraite, ce qui permet aux bataillons français d'infliger d'importantes pertes aux Britanniques dont leur général Wolfe, qui est mortellement blessé, le marquis tente de rallier ses hommes, mais est touché par une balle dans le dos, qui ressort par son bas-ventre après avoir perforé les reins¹². Se sachant condamné, il est transporté dans la ville pour y recevoir les derniers sacrements et mettre en ordre ses affaires. Il aurait dit à l'un des frères du chirurgien André Arnoux ces paroles restées célèbres : « — *Combien de temps me reste-t-il à vivre ? — Une douzaine d'heures, tout au plus, Votre Excellence. — Tant mieux, je ne verrai pas la reddition de Québec.* »

Louis-Joseph marquis de Montcalm, lieutenant général du roi en Nouvelle-France, s'éteint à Québec le 14 septembre 1759, à 5 heures du matin.

La mort de Montcalm démoralise les troupes, qui quittent Québec le même jour. Malgré la contre-offensive française, le printemps suivant et la victoire de Sainte-Foy, les Britanniques sont bientôt maîtres de tout le Canada, dont la cession est définitivement confirmée par le traité de Paris en 1763.



Canadian Art Price and images Search Tool

14 septembre 1905 : mort de Savorgnan de Brazza (Dakar).

levé à Rome, sous le nom de Pietro di Brazzà, il est le 7^e des treize enfants de Giacinta Simonetti, aristocrate romaine, et du comte Ascanio Savorgnan di Brazzà, un noble d'Udine, issu des Savorgnan, famille patricienne de la république de Venise. Cet homme cultivé et voyageur avait de nombreux amis français, dont l'amiral Louis de Montaignac, ministre de la marine. Avec son soutien et celui de son précepteur, Pietro vient à Paris et suit les cours du collège Sainte-Geneviève pour préparer le concours d'entrée à l'École navale de Brest. Il y entre à 17 ans, en sort enseigne de vaisseau et embarque sur la *Jeanne d'Arc* pour l'Algérie. Là-bas, il est horrifié par la violence de la répression de la révolte kabyle par les troupes françaises, ce qui le conduira à agir différemment devant les indigènes du Congo pendant ses expéditions futures. La guerre de 1870 est alors déclarée : bien qu'étranger, il veut être affecté dans une unité combattante et se retrouve sur le cuirassé *la Revanche*, dans l'une des escadres de la mer du Nord.

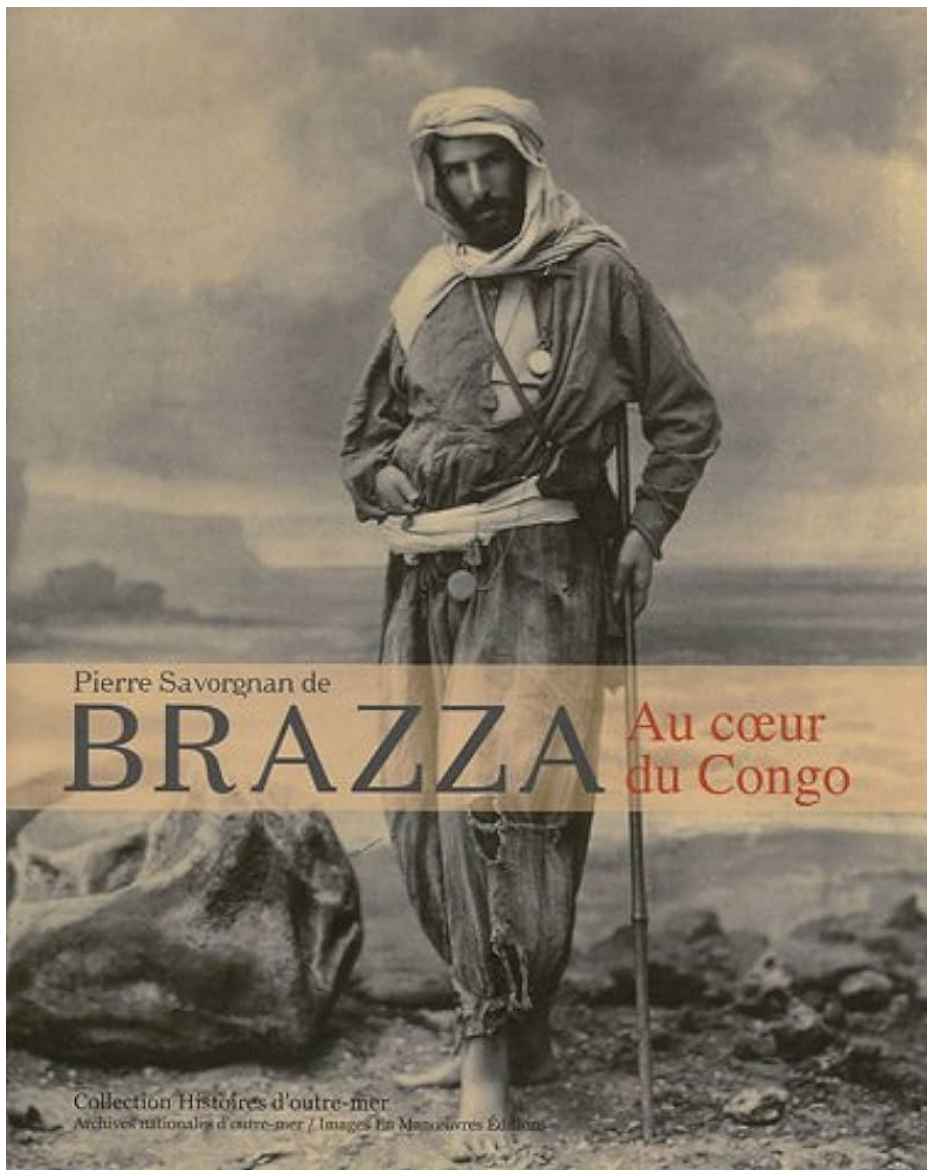
Avec l'avènement de la III^e République, sa deuxième affectation dans la marine française est la frégate *Vénus*, qui faisait régulièrement escale au Gabon. En 1874, Brazza remonte deux fois le fleuve Ogooué. Il propose ensuite au gouvernement d'explorer l'Ogooué jusqu'à sa source, afin de démontrer que ce fleuve et le Congo ne font qu'un. Avec l'aide de relations bien placées, comme Jules Ferry et Léon Gambetta, il obtient des subsides, qu'il n'hésite pas à compléter avec ses propres ressources (selon les documents, la famille de Brazza a contribué aux deux premières expéditions de l'explorateur avec une somme d'un million de francs, et le gouvernement français n'a donné que 200 000 francs). À la même époque, sa demande de naturalisation aboutit enfin et il adopte la francisation de son nom. Il doit cependant revenir quelques mois à Paris pour passer son diplôme de capitaine, ses grades acquis en tant qu'étranger ne comptant plus, afin de demeurer dans la Marine nationale et y poursuivre son dessein.

Pour cette expédition, qui dure de 1875 à 1878, il se munit de toiles de coton et d'outils pour le troc. Il est seulement accompagné d'un médecin, d'un naturaliste et d'une douzaine de fantassins sénégalais. Brazza s'enfonce dans l'intérieur des terres et réussit à nouer de bonnes relations avec la population locale, grâce à son charme et son bagout. Ayant atteint les rives de l'Alima, en pays Téké, il subit l'attaque des Bafourou et doit faire demi-tour. Son expédition n'est toutefois qu'un échec relatif du point de vue de son but d'origine, mais une réussite d'exploration, car il a démontré que les deux fleuves sont différents. En tout état de cause, le 11 août 1878, Brazza et ses compagnons d'exploration, fatigués et malades, décident de faire demi-tour.

Sous l'impulsion du ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, le gouvernement français autorise alors une deuxième mission (1879-1882) en collaboration avec Antoine Mizon, pour faire pièce aux visées coloniales belges sur le continent africain. Financée par la Société française de géographie ainsi que par les ministères de la Marine, des Affaires étrangères et de

L'Instruction publique représentés par François Paul de Dufourcq, officier de marine et délégué du ministère de l'Instruction publique, la deuxième mission est nettement plus fructueuse. Parti le 27 décembre 1879, en compagnie notamment de Jean-Noël Savelli, Brazza atteint le fleuve Congo en 1880. Il propose à Illoy 1^{er}, Makoko de Mbé, chef des Téké de Mbé, de placer « *son pays* » sous la protection de la France. Ce chef, poussé par des intérêts commerciaux et par la possibilité d'affaiblir ses rivaux, signe le traité à Nkuna, où Brazza obtint du roi Makoko la concession d'un petit territoire permettant ainsi un établissement français sur le Congo, endroit appelé plus tard Brazzaville. En tentant de rallier l'océan depuis Franceville, Brazza tombe par hasard sur le but premier de ses recherches : les sources de l'Ogooué.

De retour en France, il popularise ses découvertes grâce à de multiples réunions publiques et articles de presse. Le 30 novembre 1882, la loi ratifiant le traité d'amitié, signé entre Illoy 1^{er} et Brazza, est promulguée. Les régions découvertes sont de fait placées sous protectorat français. Un mois plus tard, de nouveaux crédits sont votés pour une troisième expédition. La publication du compte-rendu des « *Voyages dans l'Ouest Africain, 1875-1887* » (Le Tour du monde de 1887 et 1888) est accompagnée de nombreuses gravures réalisées d'après des dessins fondés sur les photographies prises par son frère, Jacques de Brazza, qui avait réalisé une mission jusqu'en pays Téké, sur les rives de la Likouala en 1885. En novembre 1885, il est nommé commissaire général du Congo français. Des journalistes font état des salaires décents et des conditions humaines qui contrastaient avec le régime personnel de Léopold II sur l'autre rive du Congo. Mais son succès lui procure aussi des inimitiés et il est soumis à une intense campagne de dénigrement.



En 1897, Brazza s'oppose à la décision du ministre des Colonies, André Lebon, de soumettre les territoires qu'il a gagnés à la France au régime de la concession, déjà en vigueur au Congo belge, et qui livrerait les populations à la cupidité des sociétés capitalistes privées chargées de « *mettre en valeur* » ce territoire de 650 000 km² composé du Gabon, du Congo et de l'Oubangui-Chari.

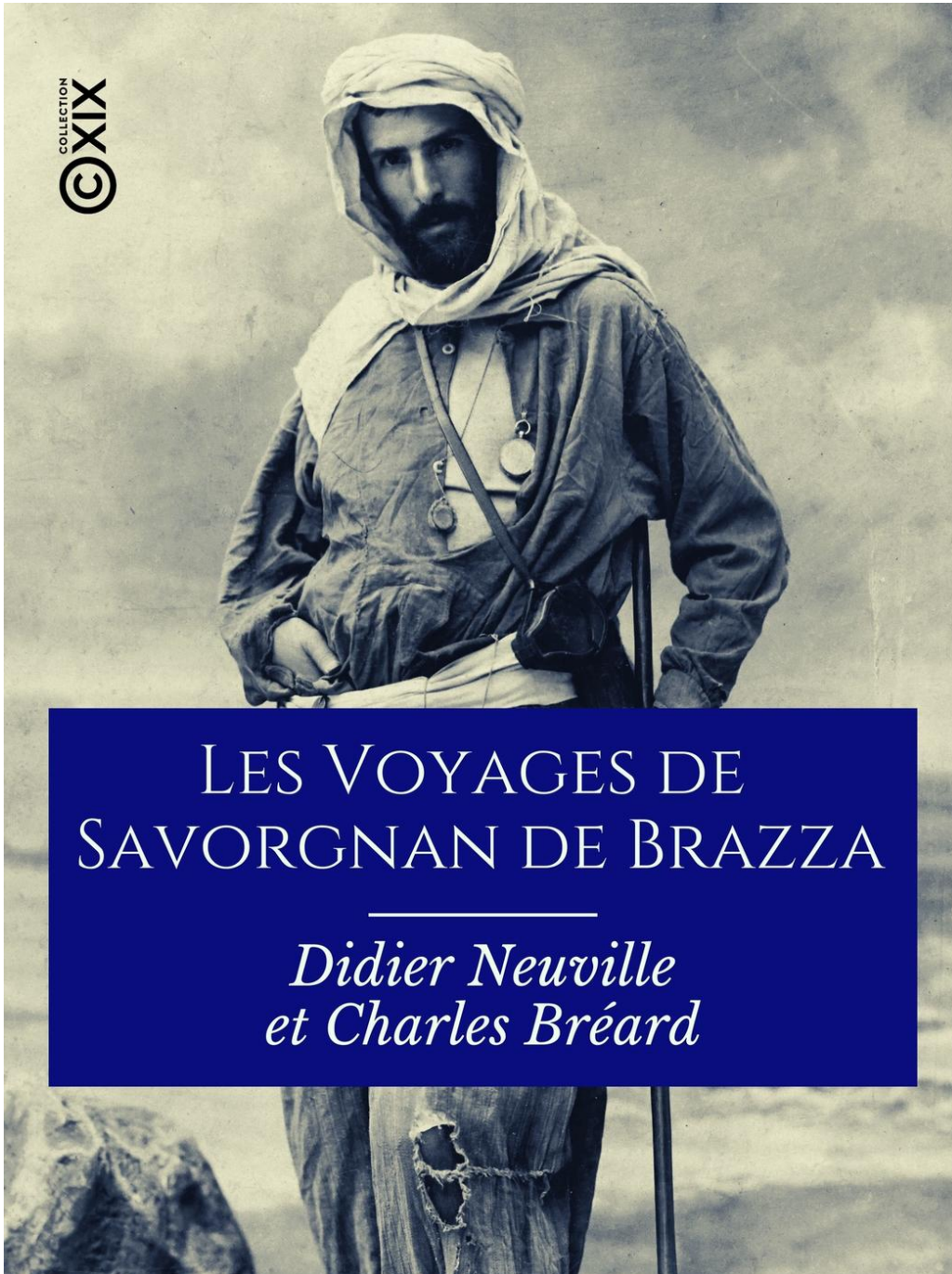
En avril 1898, touché par un « *dégagement des cadres* », Brazza est écarté de la marine nationale et placé à la retraite d'office. Marchand et ses officiers (Baratier, Mangin, Largeau fils, futur fondateur du Tchad, etc.) l'ont déclaré responsable du retard de la mission Congo-Nil. Marchand décrit la colonie du Congo français géré par Brazza comme un « *marécage puant* » dirigé par des « *gloires en baudruche* ». Selon les documents, Brazza s'oppose à l'expédition Marchand à cause de la présence d'un grand nombre de soldats, ce qui témoignait de l'esprit de soumission des populations qui inspirait cette entreprise. Brazza proposait depuis six ans d'organiser une expédition avec le même parcours, pour ouvrir une voie de connexion

entre le Congo et l'Afrique du nord. L'expédition Marchand ne s'arrêta pas devant l'opposition de Brazza, et termina avec le honteux épisode de Fachoda, qui a sérieusement affaibli la réputation internationale de la France et sa position en Afrique.

Victor Largeau, explorateur du Sahara et du Congo, administrateur de Loango et de ses dépendances sous les ordres de Brazza, fit dans ses correspondances un portrait peu flatteur de Brazza, le surnommant « *farniente* » compte tenu de sa propension à circuler en hamac porté par des Noirs et de son absence de décision. « *Le désordre que l'on remarque autour de lui, le débraillé de sa tenue, sont les répercussions de son état intellectuel, il n'a aucun plan arrêté, change d'idées 20 fois par jour et le moment d'agir venu, il cède à l'impulsion de ce moment-là. Le même désordre règne dans toutes les branches du service : le gaspillage est épouvantable : on va de l'avant parce que le ministère l'exige, mais sans rien organiser...* » (lettre du 5 novembre 1891 à son fils). De l'autre côté, Brazza accuse Largeau d'être corrompu par les agents commerciaux désireux de mettre en place un régime d'exploitation sans se préoccuper des droits des indigènes. Selon les documents, le manque d'organisation de la colonie était dû en partie au budget très limité.

Partisan des palabres, farouchement opposé à la violence, Brazza garde comme modèle Livingstone et s'oppose en cela à Stanley, surnommé « *Boula Matari* » (« *briseur de roches* »). Léopold II tente de rallier le Français à sa cause pour ses territoires de la rive gauche du Congo ; Brazza refuse ses avances car les méthodes d'exploitation des indigènes des pays conquis ne lui convenaient pas. Léopold II se tourne alors vers Stanley, mercenaire de l'exploration. Stanley d'abord peu méfiant, voire admiratif à l'égard de Brazza, s'aperçoit trop tard qu'il a été trompé par le Français, qui ne l'informe pas du traité qu'il a signé avec le Makoko. La réputation de Stanley en souffre durablement, en France, où il est vertement critiqué, et en Angleterre, où sa naïveté est raillée. Un an après la signature du traité entre Brazza et le Makoko, le chef téké des tribus de la rive gauche, Ngaliema, signe le « *traité de l'amitié* » avec Stanley, ne se considérant plus soumis au Makoko de Mbé. Il place ainsi la rive droite du fleuve sous la protection de l'Association internationale africaine.

Du 28 septembre 1897 au 28 avril 1900, Henri-Félix de Lamothe est Commissaire général du Congo français en remplacement de Savorgnan de Brazza mis à la retraite et retiré à Alger où le climat lui est plus favorable qu'à Paris. Le nouveau Commissaire instaure l'impôt de capitation dans le territoire, comme demandé par les sociétés concessionnaires. La rareté de la monnaie française au Congo français impliquait que cet impôt soit payable en nature.



LES VOYAGES DE SAVORGNIAN DE BRAZZA

*Didier Neuville
et Charles Bréard*

Le territoire de l'Afrique équatoriale française est réparti entre une quarantaine de compagnies concessionnaires. Les sociétés qui se partagent l'exploitation de ces pays déciment les populations, soumises aux violences et aux brutalités : portage, travaux forcés, réquisitions et répression de toute tentative de résistance.

L'affaire Toqué-Gaud rajoute à la situation désastreuse de la colonie. Le 14 juillet 1903, à Fort-Crampel, en Oubangui-Chari, un administrateur des colonies, Georges Toqué, et un commis

des affaires indigènes, Fernand Gaud, décide de faire exécuter Pakpa, ancien guide, en lui attachant de la dynamite autour du cou. Au procès, les accusés rappellent qu'ils ont déclaré avant cette action épouvantable : « *Ça a l'air idiot ; mais ça médusera les indigènes. Si après ça ils ne se tiennent pas tranquilles !* ». Gaud dira à son procès qu'il voulait faire constater autour de lui l'étrangeté de cette mort : « *Ni trace de coup de fusil, ni trace de coup de sagaie : c'est par une sorte de miracle qu'est mort celui qui n'avait pas voulu faire amitié avec les Blancs.* » (propos rapportés par Félicien Challaye, qui accompagna Brazza dans sa mission d'inspection).

En 1905, pour toutes ces raisons, le ministre des Colonies alors M. Clementel, demande à Brazza d'inspecter les conditions de vie dans les colonies. De cette mission, il tire un rapport baptisé le rapport Brazza, qui dénonce les influences de l'intérêt privé dans la politique coloniale et qui restera pendant longtemps inaccessible au public.

La santé de Brazza se détériore. Au retour de sa mission, atteint de fortes fièvres, il est contraint de débarquer à Dakar. Le 14 septembre 1905, veillé par sa femme et par le capitaine Mangin, il meurt à six heures du soir. La photo de Jacques, son enfant de cinq ans, disparu deux ans auparavant, a été placée à sa demande sur sa table de nuit.

Quant à l'Assemblée nationale, elle s'empresse de mettre son embarrassant rapport sous l'éteignoir. Son corps est d'abord réclamé par le gouvernement français. La Troisième République cherche en effet ses nouveaux héros. Brazza, officier de marine aristocrate, élégant, héroïque, révolté par l'esclavagisme, apôtre de la paix, et surtout désintéressé, a un profil parfait à tous ces égards. Il est envisagé de l'inhumer au Panthéon pour récupérer sa gloire intacte. Thérèse refuse l'honneur. Son corps est alors inhumé au Père-Lachaise, puis déplacé, trois ans plus tard, à Alger, où vivent sa veuve et ses enfants. Sur sa tombe, l'épithète, rédigée par son ami Charles de Chavannes, indique que « *Sa mémoire est pure de sang humain. Il succomba le 14 septembre 1905 au cours d'une dernière mission entreprise pour sauvegarder les droits des indigènes et l'honneur de la nation* ».



14 septembre 1917 : naissance du pilote et as allemand Heinrich Ehrler.

Heinrich Ehrler, né le 14 septembre 1917 à Oberbalbach et mort au combat le 4 avril 1945, est un as allemand de la Luftwaffe de la Seconde Guerre mondiale, titulaire de 208 victoires aériennes. Il fait partie du cercle très fermé des 15 pilotes de la Luftwaffe à avoir franchi la barre des 200 victoires.



Heinrich Ehrler rejoint l'armée en 1935 et sert dans la flak durant la guerre civile espagnole. Formé au pilotage en 1940, il intègre la 4./JG 77, elle-même appartenant au I./JG 77 Jgr. Stavanger, un groupe nouvellement créé en février 1941 opérant en Norvège contre les forces Britanniques. Les unités qui le composent sont alors la 1, 2, 3, 4, 13, 14, et 1.(Z)/JG 77. À cette époque, la Luftwaffe possédait deux unités baptisés 4./JG 77 : celle appartenant au II./JG 77 « Herz As » (as de cœur), l'autre donc, appartenant au

I./JG 77 Jgr. Stavanger.

Ehrler remporte sa première victoire en mai contre un bombardier anglais. Cependant, le grand nombre de sous unités dans ce secteur amène à un regroupement de plusieurs d'entre elles et à la création d'une nouvelle escadre début 1942, la JG 5 « *Eismeer* » (mer de glace), placée très au nord sur le front arctique, d'où son nom. Quatre groupes la composent : les I. et IV./JG 5 restent combattre contre l'adversaire britannique en Norvège, les II. et III./JG 5 combattent les Soviétiques en Finlande. La 4./JG 77 de Ehrler est renommée 4./JG 5 le 25 janvier 1942.

Le 19 février 1942, Ehrler obtient sa 2^e victoire. Le 22 août, il devient *Staffelkapitan* de la 6./JG 5 ayant à ce moment 11 victoires. À la fin de l'année, son score s'établit à 64 succès, gagnant au passage la croix de chevalier de la croix de fer le 4 septembre après 54 succès. La 6./JG 5 est alors la pépite de la Luftwaffe sur le front extrême Nord avec des pilotes comme Horst Carganico, lui-même ancien *Staffelkapitan* de la 6./JG 5, Theodor Weissenberger, Rudolf Müller, Hans-Heinrich Döbrich, et Albert Brunner pour ne citer qu'eux. Le 13 mars 1943, cette seule escadrille atteint les 500 victoires.

Promu *Hauptmann* et décoré avec la croix allemande en or le 18 mars 1943, Ehrler est engagé dans un violent combat le 27, et abat en quelques minutes cinq P-40 et P-39 soviétiques. En essayant d'abattre d'autres chasseurs, il est atteint par le feu adverse ce qui l'oblige à désengager et à retourner à sa base avec des blessures légères.

Le 1er juin 1943, Ehrler est placé à la tête du III./JG 5 et remporte le 7 sa 100^e victoire. À la suite de sa 112^e victoire, il reçoit les feuilles de chêne le 2 août 1943 et termine l'année avec un palmarès d'environ 120. Il remporte 7 victoires pour la seule journée du 17 mars 1944, et 18 sur seulement quatre jours de combat en mai, portant son score à 155. En juin, il devient commandant de l'entière JG 5. Le 22 octobre 1944, il est finalement nommé pour les glaives avec 199 victoires.

Le 12 novembre, les Britanniques montent un raid dans un fjord norvégien pour tenter de détruire une énième fois le cuirassé allemand Tirpitz. L'alerte est donnée mais faute d'une coordination fiable entre la marine et l'aviation allemande, les Bf 109 de la JG 5 du *Major* Ehrler arrivent en retard pour l'interception. Les bombardiers anglais franchissent finalement le rideau défensif et coulent le navire qui chavire, entraînant dans la mort plusieurs centaines de marins. Huit jours plus tard, Ehrler parvient à sa 200^e victoire, mais le troisième Reich veut un coupable pour la perte du cuirassé.

Désigné comme bouc émissaire, Ehrler est immédiatement relevé de son commandement et envoyé devant le conseil de guerre. Sa dernière décoration (glaives) est également annulée. En raison de ses états de service, la sentence de mort est toutefois commuée à trois ans de travaux forcés à effectuer après la guerre. Les investigations futures prouveront finalement l'innocence d'Ehrler. L'as obtient l'autorisation de poursuivre le combat contre l'ennemi, mais Heinrich Ehrler est un homme brisé à jamais.

Son ancien camarade et ami Theodor Weissenberger le recrute alors pour combattre avec lui aux commandes d'un Me 262 au Stab JG 7 « *Nowotny* » qu'il rejoint le 27 février 1945. Il descend un total de 8 adversaires sur cet appareil, ses deux derniers contre des quadrimoteurs

américains le 4 avril 1945. Ehrler engage ensuite un troisième bombardier au-dessus de Kyritz mais la suite n'est pas claire. Ehrler transmet un dernier message radio pour son ami Weissenberger : « *Théo, c'est Heinrich. J'ai abattu deux bombardiers. Je n'ai plus de munitions. Je vais percuter celui-là. Au revoir. On se reverra au Valhalla* ». Les deux appareils furent détruits, le bombardier se crashant à Krüllenkempe, près de Havelberg, le jet d'Ehrler dans les bois de Scharlibbe. Son corps fut retrouvé le lendemain à Scharlibbe, près de Stendal où il fut enterré le 10. La tombe d'Ehrler confirme la date de sa mort le 4 avril 1945.

Heinrich Ehrler avait 28 ans. En environ 400 missions, il a remporté 208 victoires : 199 sur le front Est et 9 à l'Ouest, dont 8 obtenues sur chasseur Me 262. Il a abattu 7 quadrimoteurs.



14 septembre 1956 : les Français quittent l'Indochine.

[View Fullscreen](#)
[Aller au contenu PDF](#)



Le 14 septembre 1956, le dernier soldat français quitte l'Indochine. Les pertes militaires françaises sont évaluées à plus de 47 000 soldats, dont le mémorial de Fréjus commémore aujourd'hui le souvenir, ainsi que le monument élevé à l'initiative d'un ancien sous-officier de la Légion sur le site de Dien Bien Phu.

Le décret n° 2005-547 du 26 mai 2005 a institué une journée nationale d'hommage aux « *morts pour la France* » en Indochine le 8 juin de chaque année.

14 septembre 1953 : mort à 51 ans de Jean Orbello, Compagnon de la Libération.



Fils d'entrepreneur, Jean Orbello est né le 18 novembre 1902 à Antibes dans les Alpes-Maritimes.

Il fait des études d'ingénieur à l'Ecole d'Electricité industrielle de Paris où il est admis en 1922.

Elève officier de réserve, il fait son service militaire, après une PMS, comme aspirant puis comme sous lieutenant. Il exerce ensuite la profession d'ingénieur jusqu'à la déclaration de guerre.

En septembre 1939 Jean Orbello est mobilisé comme sous-lieutenant; en juin 1940 il entend l'appel du général de Gaulle et, refusant l'armistice, entre immédiatement dans la Résistance dans les Alpes-Maritimes d'où il est originaire.

De juin 1940 à janvier 1942, il manifeste une intense activité : récupération d'armes et de munitions, sabotage de matériel (notamment des camions). Il organise bientôt avec succès un service de presse clandestine (impression et diffusion) extrêmement utile.

De janvier 1942 à février 1943, il recrute des volontaires et met sur pied un certain nombre de groupes francs, dont le groupe « Olivier », qu'il mène à l'action directe. Il intensifie son action de sabotage sur les matériels destinés aux fortifications et sur les lignes électriques du Var et des Alpes-Maritimes.

En février 1943 Jean Orbello intègre le mouvement des Franc-Tireurs et Partisans (FTP) comme chef de section ; à ce titre il prend part aux plus dangereuses missions, attaquant de nombreux convois ennemis et leur infligeant des pertes sévères. En mai 1943, à la suite d'un engagement particulièrement violent dans les Gorges de la Mescla, il est nommé capitaine de la 9e Compagnie de FTP.

Au moment de la capitulation italienne en août 1943, il parvient à s'emparer d'une grande quantité d'armes et de munitions qui serviront à armer les différents maquis du département.

Membre de l'Etat-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI), il est chargé du recrutement et de l'organisation des Milices patriotiques à Nice et dans les Alpes-Maritimes où il met sur pied les plans d'insurrection locale.

En juin 1944 il est nommé chef de secteur nord des Alpes-Maritimes, organise de nouvelles compagnies et leur assure armement et ravitaillement par des coups de mains incessants sur l'ennemi. Au moment du débarquement de Provence, le 15 août 1944, il est envoyé auprès de l'Etat-Major américain du sud-est en qualité d'officier chargé de la coordination des opérations entre les FFI et les troupes débarquées.

Jean Orbello participe alors aux engagements qui amènent la libération de Fréjus et, à la tête de ses hommes, prend part aux combats pour la libération de Nice. Ainsi, il traverse à huit reprises les lignes ennemies pour assurer la coordination des opérations avant de rallier la 1ère Armée Française du général de Lattre.

Il poursuit la guerre au sein du Groupement alpin Sud puis, en mai 1945, est envoyé en Allemagne en qualité de commandant des camps de Berzzabern et de Wollmensviller.

Le 1er juin 1945 Jean Orbello est intégré dans l'armée de l'air avec le grade de capitaine. Deux mois plus tard il est affecté à la 4e Région des Sports aériens à Aix-en-Provence.

Il est démobilisé en 1946 avec le grade de commandant de réserve de l'Armée de l'Air.

Jean Orbello est décédé à Nice le 14 septembre 1953. Il a été inhumé à Nice.

- **Chevalier de la Légion d'Honneur**
- **Compagnon de la Libération - décret du 17 novembre 1945**
- **Croix de Guerre 39/45 (1 citation)**

14 septembre 1972 : mort à 62 ans d'Albert Chavanac, Compagnon de la Libération.

Albert Chavanac est né le 19 octobre 1909 à Saint-Hilaire-Saint-Florent, près de Saumur, il est le fils d'un officier de carrière mort au champ d'honneur en 1915. Il fait ses études au Prytanée militaire de la Flèche, puis au lycée Saint-Louis et à la faculté des Sciences de Paris.



Incorporé en 1930, au 28^e Régiment d'artillerie divisionnaire, il suit les cours d'EOR à Poitiers et est nommé sous-lieutenant en 1931.

L'année suivante, il est obligé de quitter l'armée pour raisons de santé et exerce dès lors dans l'industrie en Guyane et en Indochine.

Au début de la guerre, Albert Chavanac est lieutenant d'artillerie de réserve, en indisponibilité en raison de deux opérations d'une thoracoplastie (septembre 1938 et mars 1939).

En juin 1940, il quitte Paris avant l'arrivée des Allemands, se replie sur Clermont-Ferrand, Bordeaux et cherche vainement à passer en Espagne avec un camarade pour rejoindre l'Angleterre. Finalement, le 26 juin, à Saint-Jean-de-Luz, les deux hommes réussissent à embarquer sur le S/S *Kelso*, dernier cargo d'un convoi anglais venu chercher des soldats polonais. A son arrivée à Liverpool, Albert Chavanac s'engage dans les Forces françaises libres et est affecté au détachement d'artillerie.

Il participe, avec son unité, à l'opération de Dakar en septembre 1940. Promu capitaine le 1er novembre, il sert en Palestine où il parvient en février 1941 comme chef de la section n° 2 de canons de 75.

Il commande ensuite, à partir de mai 1941, la 2^e Batterie de la 1^{ère} Division légère française libre avec laquelle, en juin et juillet 1941, il prend part à la campagne de Syrie.

Albert Chavanac est ensuite, au sein de la 1^{ère} Division française libre (1^{ère} DFL), commandant de batterie, puis de groupe au 1^{er} Régiment d'artillerie coloniale (1^{er} RAC) sous les ordres du lieutenant-colonel Laurent-Champrosay.

Début 1942, il est en Libye et participe aux opérations de *Jock-Columns* autour de la position de Bir-Hakeim. Le 16 mars, il se signale particulièrement en dirigeant avec sang-froid et précision le tir de sa batterie, s'opposant à l'avance de trois colonnes de chars ennemis parvenus à trois kilomètres de la position.

Il s'illustre également aux combats de l'Himeimat (El Alamein) en octobre 1942.

Après la campagne de Tunisie, Albert Chavanac participe à celle d'Italie, où, pendant l'offensive du 11 mai au 20 juin 1944, il montre de grandes qualités de commandant de batterie. Il se bat notamment au Rio Forma Quesa le 28 mai, au Monte Leucio et à Radicofani le 18 juin.

Lors du débarquement en Provence, en août 1944, il contribue aux opérations de la prise de Toulon, notamment par des bombardements sur les forts de Sainte Marguerite et Le Malgue (24-25 août 1944).

Promu chef d'escadrons en septembre 1944, il commande le 1^{er} Groupe du Régiment et participe aux combats de la percée de la trouée de Belfort, puis aux batailles de la libération de l'Alsace. Devant Bourbach, les 6 et 7 décembre, il appuie un groupement d'infanterie et de chars sur un terrain difficile.

Au début de l'année 1945, il se bat encore à l'III (au sud de L'Illwald) et s'illustre dans des engagements les 23 janvier et 2 février.

La guerre terminée, le commandant Chavanac fait partie du cabinet du général Koenig commandant en chef en Allemagne, comme directeur adjoint de la Sûreté de la zone française.

En 1949, il est délégué du RPF pour le sud-ouest. Lieutenant-colonel de réserve, après un bref passage dans le secteur privé, qui le conduit en Guyane et en Indochine dans le secteur du bois, il est élu conseiller municipal de Paris en 1959.

Président de la troisième commission chargée de la voirie, de l'urbanisme et de l'environnement, il représente la ville de Paris au conseil d'administration de la compagnie du chauffage urbain et de l'aéroport de Paris.

En avril 1965, il est élu président du conseil municipal de Paris puis sénateur de Paris en 1968.

Albert Chavanac est décédé le 14 septembre 1972 à Rennes. Il a été inhumé au cimetière de Bagneux (92)

- **Commandeur de la Légion d'Honneur**
- **Compagnon de la Libération - décret du 2 juin 1943**
- **Croix de Guerre 1939-1945 (6 citations)**
- **Croix du Combattant**
- **Combattant Volontaire de la Résistance**
- **Médaille coloniale avec agrafes « Libye », « Bir-Hakeim », « Tunisie »**
- **Médaille Commémorative des Services Volontaires dans la France Libre**
- **Member of the British Empire (GB)**
- **Military Cross (GB)**
- **Mérite Syrien**

14 septembre 2005 : mort de Vladimir Volkoff (Dordogne).

Les Britanniques ont encore le célébrissime John Le Carré, les Français avaient Volkoff. Écrivain français (né à Paris en 1932) d'origine russe, il est l'auteur de très nombreux ouvrages sur le monde du renseignement, la désinformation et d'une manière générale sur la difficulté d'agir sans se corrompre. Docteur en philosophie, professeur d'anglais et de russe, Volkoff était chrétien orthodoxe. Après ses études à la Sorbonne, il sert en Algérie en tant qu'officier renseignement (1957-1962).

Il passe ensuite quelques années aux États-Unis où il commence à publier. Revenu en France dans les années 70, il devient un des écrivains français les plus pertinents sur la lutte secrète des blocs durant la Guerre Froide. Quelques ouvrages ont fait date : *le retournement* (1979), *Le montage* (1982 grand prix de l'Académie française), *La désinformation, arme de guerre* (1984), *Le professeur d'histoire* (1985), *Le bouclage* (1990), *Le Berkeley à cinq heures* (1993), *L'enlèvement* (2000)...

Il publiait dans la collection de la bibliothèque verte et sous le nom d'emprunt *Lieutenant X*, la fameuse série *Langelot* qui avec sa quarantaine d'aventures a bercé l'adolescence de quelques générations de futurs militaires.



Le-livre.com

**LANGELOT
AGENT SECRET**
LIEUTENANT X

UN garçon souriant, à l'air naïf, qui déambule en plein Paris dans un costume d'homme-grenouille, peut déjà étonner les badauds.

Mais que ce polisson, dont les yeux font des feux de joie, soit l'élève le plus doué d'une école de contre-espionnage, voilà qui est plus surprenant.

Agents secrets contre agents secrets, la bataille sera rude et il faudra au jeune Langelot faire preuve de beaucoup d'astuce en même temps que de solides connaissances de judo!



20.2275.4
82.8

LIEUTENANT
X***
●
Langelot
agent
secret



HACHETTE

Langelot Lieutenant X
agent secret



BIBLIOTHEQUE
VERTE

